

INTERVENTION DE PIERRICK MASSIOT
PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE
Séance d'installation - 10 JUILLET 2012

Les évènements de notre récente histoire politique et démocratique ont provoqué cette session. Vous venez de me désigner pour assumer la présidence du Conseil Régional de Bretagne.

Le simple énoncé de ces derniers mots me plonge dans un mélange de sentiments et de réflexions dont je veux m'ouvrir à vous.

Toutes et tous sur ces bancs, précocement pour certains, tardivement pour d'autres, nous avons, à un moment de notre vie, décidé de consacrer tout ou partie de notre temps et de notre activité à la « Chose Publique ».

Les cheminements des uns et des autres dans l'apprentissage des responsabilités locales ou territoriales peuvent être très divers. Ils peuvent aussi être le prélude à de plus hautes ambitions. Parfois, c'est une volonté personnelle, patiemment construite qui définit le parcours, organise les étapes et tend vers l'objectif. Parfois, le hasard des rencontres force le destin en modifiant une trajectoire de vie que l'on pouvait croire écrite à l'avance.

L'aventure de ma vie publique relève de cette seconde catégorie.

Normalement , (terme connoté désormais depuis l'utilisation qu'en a faite François Hollande), mon tempérament me conduirait à ne rien révéler de mes sentiments, hormis à mon épouse Nadine avec laquelle me lie plus de 35 années de dialogue permanent. Disant cela, je me sens proche de la formule de Louis Aragon selon qui : « la vie est un voyageur qui laisse traîner son manteau derrière lui pour effacer ses traces ».

J'effacerai donc mes traces plus tard puisque l'exceptionnelle preuve de confiance que vous me faites m'oblige à en dire un peu plus sur ce qui m'anime et me guidera dans l'exercice des responsabilités que vous venez de me confier.

Deux hommes ont pesé fortement sur le cours de ma vie depuis 25 ans.

Avant ce moment, comme bien d'autres, j'ai milité pour des convictions progressivement construites à travers des études, des activités, des expériences diverses ; convictions assez souvent affirmées en rupture avec le milieu dont j'étais issu.

Le premier de ces hommes est **Edmond Hervé**. Avant mon premier contact avec lui, je n'avais jamais rencontré physiquement quelqu'un dont je pouvais croire qu'il mettrait **effectivement** en œuvre ce qu'il affirmait avec force dans des discours remarquables au cœur desquels je retrouvais l'essentiel de mes convictions.

Ma formation m'a enseigné le scepticisme. J'en garde encore des réflexes puissants.

Avec Edmond Hervé, je devais me rendre à l'évidence et constater qu'il était possible politiquement, culturellement, économiquement, socialement, de concevoir un faisceau d'actions destinées à améliorer la vie des gens sans rompre le consensus minimum qui fonde la vie démocratique.

Bref, l'engagement politique local pouvait être efficace !

Enfin, je retrouvais –dans la réalité– les intuitions développées par Pierre Mendès-France lorsqu'il évoque, au sein du déterminisme historique, la capacité de certains hommes à tirer parti des circonstances pour anticiper certains progrès ou, au contraire, rendre moins pénibles des mutations inévitables.

Tout le contraire de la brutalité idéologique et médiatique à laquelle nous avons été confrontés ces cinq dernières années !

Observateur privilégié et engagé à partir de la fin des années 80, j'ai pu ainsi apprendre et participer à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques innovantes qui font encore référence nationalement dans des domaines aussi divers que le logement social, l'urbanisme, la culture décentralisée, mais aussi les technopoles, la démocratie participative etc...

J'insiste un peu sur cet épisode pour tenter seulement de vous convaincre qu'il m'a été donné la chance, aux côtés d'Edmond Hervé, d'appréhender bien d'autres domaines que les finances ou le seul budget, même si je dois reconnaître que la quête indispensable des équilibres financiers est remarquablement formatrice au prix, parfois, d'inimitiés durables.

Pour tout cela, merci Edmond !

Le seconde personne à qui je dois beaucoup est évidemment **Jean Yves Le Drian**.

Pour l'anecdote : après un fugace épisode en 1968, place Hoche à Rennes, j'ai revu Jean Yves Le Drian en 1982 à Malestroit dans le Morbihan. J'étais candidat pour le parti socialiste aux élections cantonales dans un département qui n'était pas alors, pour la gauche, ce qu'il est devenu ! Jean Yves Le Drian était venu me soutenir....et, si mes souvenirs sont exacts, le thème de cette soirée était déjà les enjeux de la Défense Nationale !

En 2003/2004, nous avons travaillé à l'élaboration du programme qui nous a permis d'accéder aux responsabilités régionales.

C'est à ce moment là que j'ai découvert le personnage qui allait incarner la Bretagne avec tant de force. Si je devais ressortir un ou deux traits de caractère de l'homme aujourd'hui Ministre de la Défense de notre pays, je dirais : l'énergie et la détermination. Ces deux qualités mises au service d'un vrai projet pour la Bretagne, ont permis au Président de la Région depuis 2004 de

conquérir une légitimité indiscutable, apte à faire entendre la voix de la Bretagne.

B15 d'hier, aujourd'hui B16 : innovation unanimement appréciée, présence de la région au Comité des finances locales et dans les débats avec la Direction générale des collectivités locales, présidence de la « conférence des régions périphériques maritimes », la CRPM... autant d'instances au sein desquelles notre institution est reconnue, respectée, écoutée...

Jean Yves Le Drian évoque à mon égard la confiance dont il m'honore, source de la proposition qu'il vous a faite de me choisir pour cette période de transition. Cette confiance, je l'exprime à mon tour, avec ma reconnaissance, au membre du gouvernement qui, avec Marylise Lebranchu, dont je salue aussi les très grandes qualités, vont devoir promouvoir les **lois fiscales et de décentralisation**, ardemment attendues par tous les élus de notre région.

Nous devons absolument faire entendre notre voix, notre singularité, nos propositions à tous les stades du débat qui va prochainement s'ouvrir. Les pièges peuvent être nombreux, y compris au sein de nos territoires. La tentation centralisatrice, véritable réflexe de certains corps œuvrant pour l'Etat, a trop souvent pu jouer des réminiscences claniques qui peuvent encore exister dans les territoires. La stratification institutionnelle : Régions, Départements, intercommunalités, communes, doit être comprise comme une efficace répartition des forces, aptes à mutualiser les énergies et non comme le stérile affrontement de baronnies obsédées par la survivance de ce qu'elles pensent être leur influence !

Le B16 a ouvert la voie à cette organisation mutualisée de la Bretagne, sans tutelle des uns sur les autres, qui permet d'évoquer en commun très régulièrement tous les sujets impactant nos territoires. Pour faire valoir nos convictions décentralisatrices dans le débat national, cette expression commune devra sans doute être fortement relayée par nos parlementaires et présente à l'esprit de nos représentants au gouvernement.

L'exemple récent de la Banque Publique d'Investissement (BPI) doit nous faire réfléchir sur les risques permanents de recentralisation que nous avons déjà vécus avec la réforme de la taxe professionnelle et, pour partie, la loi d'août 2004.

Le contrat passé avec les bretonnes et les bretons en 2010 est notre fil conducteur. Nombreux sont les engagements du « **Projet pour une Bretagne solidaire, créative et responsable** » déjà respectés ou en voie de l'être. La « charte pour la jeunesse » se décline session après session. Michel Morin et les services se sont totalement impliqués dans la définition concertée de la « Nouvelle Alliance » pour l'agriculture. Plusieurs dispositifs ont été votés.

« Bretagne-Développement-Innovation » et, à présent, « Bretagne-Commerce-International » sont opérationnels pour renforcer la capacité d'analyse et la force de frappe de l'économie bretonne. Cette concentration des moyens et des énergies est d'autant plus nécessaire que la tourmente qui frappe certaines filières n'a sans doute pas encore atteint son paroxysme. Les conséquences pour tout le tissu industriel en Bretagne peuvent être dramatiques.

Là encore, l'union sacrée des forces bretonnes, ici et à Paris ou à Bruxelles, doit impérativement transcender les divergences que nous pouvons avoir.

Solidaire, la Bretagne l'est aussi dans les territoires en déclinant dans les années qui viennent, au prix d'un considérable effort, les outils indispensables à l'accessibilité :

- ferroviaire à court terme avec l'actuel programme BGV,
- numérique à court et moyen terme, selon un schéma qui respecte les équilibres territoriaux

La seconde vague des « contrats Région-Pays » sera débattue et adoptée avec le même esprit de discrimination positive qui avait prévalu pour les premiers contrats.

Créativité, responsabilité seront aussi de mise pour relever les défis qui sont devant nous en assurant un juste équilibre dans la répartition des moyens et des projets, propre à garantir la cohésion mais aussi le rayonnement de notre territoire. Efficacité et justice ne sont pas synonymes d'uniformité. Appuyons-nous sur nos forces pour conjurer nos faiblesses.

Nous devons cependant prendre en compte le contexte national, européen, dans lequel nous sommes. Mes propos ne vous surprendront pas puisque je les ai tenus régulièrement dans mes interventions passées. Ainsi, je partage assez largement l'expression reprise par la presse d'Augustin de Romanet, ancien directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations dans son livre récent. Après avoir stigmatisé les dérives inacceptables des prédateurs financiers, totalement étrangères à l'économie réelle, il considère à juste titre que le rétablissement des grands équilibres est un préalable à tout redéploiement de moyens. Ce qui implique une période très difficile à laquelle nous n'échapperons pas. Il poursuit en considérant paradoxalement que ces difficultés peuvent accoucher de décisions porteuses d'avenir.

Ce schéma, repris aussi d'une certaine manière par le premier ministre dans sa déclaration de politique générale, conditionnera très certainement nos actions à venir.

Démographie positive, transition écologique, promotion de l'identité, convivialité culturelle... Tous ces thèmes traversent nos politiques régionales avec des traductions volontaristes. L'établissement public foncier est désormais unanimement reconnu et sollicité. Le « Pacte électrique » se développe comme annoncé sur ses trois piliers. Dans la limite de nos moyens actuels, nous amplifions les initiatives en direction des langues et de la culture.

Une part importante des axes de développement de la Bretagne future est à inventer. Pour partie sans doute, il s'agira de reconquête ; reconquête industrielle, urbanistique, écologique... Pour une autre partie, il faudra certainement imaginer, transgresser, concevoir, en nous appuyant sur l'incontestable attirance des bretons pour la découverte et l'innovation.

« **BRETAGNE 2030** » cristallisera et rendra crédible, puis opérationnelle cette démarche prospective à laquelle nous proposons à toutes les forces vives de la Bretagne de s'associer.

Je pense naturellement à nos habituels partenaires dans les territoires, aux conseils de développement des Pays, au foisonnement associatif mais aussi universitaire et, bien sûr, au Conseil Economique, Social et Environnemental Régional dont les contributions régulières enrichissent considérablement les données sur lesquelles nous pouvons nous appuyer.

In fine, c'est notre assemblée qui aura à débattre de la synthèse de ces différentes contributions.

Ceci m'amène en conclusion à évoquer nos modes de fonctionnement.

Je suis reconnaissant à notre majorité, dans sa diversité, de sa solidarité sans faille. J'ai le sentiment que nous sommes parvenus, au fil des dossiers plus ou moins complexes que nous avons eu à gérer, à dégager en permanence les conditions d'une proposition consensuelle sans faire abstraction des différentes sensibilités qui peuvent exister ici ou là.

Je dois dire que la capacité d'écoute et de conviction du Président Le Drian, étayée par l'implication de ses conseillers, est pour beaucoup dans ce résultat.

Sans doute, l'observation de ces relations constructives, apaisées sans être jamais hégémoniques, a-t-elle convaincu nos collègues de l'Union Démocratique Bretonne qu'il était plus utile à la Bretagne de nous retrouver à nouveau au sein de la majorité. J'en suis très heureux et persuadé que leur participation sera fructueuse.

Je m'engage auprès des deux composantes de l'opposition à tout mettre en œuvre pour continuer à favoriser l'accès à l'information nécessaire à l'exercice de leur mandat et de leurs responsabilités. Notre assemblée sera d'autant mieux comprise dans ses décisions que nos débats, nos divergences, nos propositions contradictoires seront clairement exposés et transmis à l'appréciation de nos concitoyens.

Aux représentants du groupe « Europe Ecologie-Les Verts », j'ajouterai ce que j'avais déjà eu l'occasion de dire à leurs représentants dans une autre assemblée. Sur de très nombreux sujets, nos analyses et nos propositions sont proches. Quelques dossiers nous opposent clairement. Il me semble que l'essentiel est ailleurs, dans ce que Max Weber définissait comme l'opposition entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité. J'ai moi-même hésité longtemps avant de choisir le second terme de l'alternative dont la concrétisation –comme le rappelait Jean Yves Le Drian le mois dernier– est le vote du budget.

Je demande enfin au Directeur Général des Services, Gilles Ricono, auquel va toute ma confiance, de transmettre à tous les personnels de l'administration l'expression de ma reconnaissance pour leur compétence et leur disponibilité, dans un moment qui suit un épisode au cours duquel beaucoup pouvaient légitimement s'interroger sur la considération réelle qu'on leur porte.

Le mois dernier, en écho au discours du Président Le Drian, Madame Malgorn déclarait : «au delà de nos sensibilités, nous avons quelque chose en commun : l'amour de la Bretagne. »

Peu coutumier de l'affirmation de mes sentiments sur la place publique, vous me permettez, pour une fois, compte tenu de la solennité de l'instant, d'évoquer la place de notre Bretagne dans le cœur d'un morbihannais devenu rennais.

Jeune adulte, volontairement émigré en Amérique latine, au Chili précisément en 1971/1972, j'ai ressenti pour la première fois, très intensément, la puissance de mon appartenance à cette terre bretonne dont j'étais alors physiquement si éloigné. L'absence des modes de communication, si courants aujourd'hui, et le contexte émotionnel particulier qui entourait la trop brève expérience démocratique du Président Allende, amplifiait dans mon esprit la résonance affective avec la Bretagne, sentiment qui ne m'a jamais quitté depuis.

Vive la Bretagne !